

Compte-rendu du CA de l'UNIRS

Mardi 9 décembre 2025, de 10 h à 16 h

Présent·e·s : 21 (8 femmes et 13 hommes).

Pour les organisations syndicales nationales (6 personnes) : SNABF (Maryline Louvrier) ; Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon) ; SUD France travail (Suzanne Bellet) ; SUD PTT (Philippe Cornélis), SUD-Rail (Anne Millant et Christian Mahieux).

Pour les Solidaires départementaux (15 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) ; 25 Doubs (Yveline Bahy) ; 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner, Yves Le Lann, Marc Lerbey) ; 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Michèle Béarez, André Delcroix et Didier Delinotte) ; 75 Paris (Geneviève Mérand, Jean-Yves Lefort) ; 91 Essonne (Roland Baille, Catherine Fayet) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Philippe Barre).

Excusé·e·s : Odile Hervieu (14 Basse-Normandie), Denis Turbet-Delof (85 Vendée), Odette Dick (94 Val-de-Marne).

Ordre du jour :

Réunion du « G9 » à 7 le 1^{er} décembre 2025

Préparation de l'AG

Réunion du « G9 » à 7 le 1^{er} décembre 2025

Patrice Perret rappelle les principaux éléments de cette réunion marquée par des interrogations sur l'avenir du G9.

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FSU de 14 h à 16 h. Seulement sept organisations étaient présentes (CGT, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR (en vision), Ensemble & Solidaires). FO avait prévenu de son absence car « *elle n'était pas disponible ce jour* », après avoir été absente de la journée de manifestations du 6 novembre, mais elle a envoyé un courrier (ci-dessous) avec la CFE-CGC pour expliquer les conditions de sa participation du G9. L'UNAR-CFTC est absente sur ordre de sa confédération, elle suspend sa participation au G9 jusqu'à une décision du congrès confédéral de mai 2026. L'UNIRS Solidaires était représentée par Anne Millant et Patrice Perret.

Avenir du G9

La FSU, organisation invitante, propose de commencer la réunion en discutant de la situation du G9, à partir du courrier cosigné par FO et CFE-CGC. Elle précise que la confédération CFTC a été perturbée par l'annonce de Sophie Binet de l'action G9 du 6 novembre et par l'absence de FO dans cette manifestation. Le bureau de l'UNAR-CFTC, qui n'était déjà pas unanime sur la participation au G9, a validé majoritairement la suspension de sa participation au G9, jusqu'au congrès confédéral de mai 2026.

Le courrier envoyé par FO et CFE-CGC rappelle le triptyque revendicatif sur le pouvoir d'achat, la Santé et la Sécu, les services publics, regrette quelques « dérapages » (elle fait référence à des décisions unilatérales de la CGT comme l'appel au 20 mars que le G9 a appris dans des tracts CGT). Elle conditionne l'avenir à 9 du G9 à 4 conditions :

- Le groupe des 9 ne peut être assimilé au « syndicalisme rassemblé ».
- **Les journées de mobilisation viennent lorsqu'elles sont nécessaires et la période actuelle d'austérité les justifient amplement.**
- Les modalités d'action ne peuvent pas se réduire aux « journées de mobilisation » tous les 2 ou 3 mois.
- Il ne faut pas mettre les uns et les autres devant le fait accompli de décisions prises en dehors du groupe des 9.
- La réunion mensuelle du groupe des 9 n'est ni souhaitable, ni nécessaire.

Toutes les organisations présentes remarquent que :

- Le G9 n'a jamais été assimilé au « syndicalisme rassemblé », il est composé d'organisations syndicales diverses et d'associations. Il n'a jamais été question d'unicité syndicale.
- Les journées de mobilisation viennent lorsqu'elles sont nécessaires et la période actuelle d'austérité pour toutes et tous, et davantage pour les retraité·es, les justifient amplement. Notre unité est très utile, elle sert la mobilisation et obtient des résultats.
- La périodicité du G9 est dictée par la nécessité de se voir régulièrement, d'autant plus en période de fortes attaques et d'actualités très rapides.
- Le 20 mars est un réel dérapage. Sauf pour la CGC, la date du 6 novembre a été décidée au cours d'une réunion du G9 puis, ensuite, Sophie Binet a appelé au 6, ce qui lui a donné de l'ampleur.

La CGT, en l'absence de sa secrétaire générale, minimise les départs et rappelle sa position sur le « G9 » qui n'est pas un groupe, une entité, mais une intersyndicale avec une géographie mouvante selon les départements et les moments. Elle a conscience que les « dérapages » ne sont pas souhaitables.

Nous, Solidaires, avons rappelé l'historique du G9, précédé par deux années d'actions à 4, CGT, FO, FSU et Solidaires. Nous avons fait remarquer que le triptyque a été élargi à d'autres sujets discutés au Haut Conseil de l'Âge, comme les droits familiaux et conjugaux, la défense de la réversion, qui reviennent à l'ordre du jour.

La CFE-CGC affirme que le 6 novembre, elle a été déçue qu'elle soit annoncée par Sophie Binet dans la presse, et plus généralement, par la place des secrétaires générales confédérales dans la manifestation du 6 novembre, ce qui a noyé les retraité·es. Elle n'a pas apprécié d'être accueilli sur la grande place de la fin de la manifestation par l'internationale à fond dans les sonos CGT hurlantes, ni la déclaration commune qui s'est terminée par l'annonce des manifestations du 2 décembre, ce qui ne fait pas partie des décisions communes.

Bilan du 6 novembre

La FSU note une mobilisation réussie avec plus d'une centaine d'initiatives (30 000 personnes selon la CGT), une couverture médiatique très importante même dans de petits départements, avec des camarades intervenant à France 3, Ici, ... ce qui a été vu par les confédéraux et crédibilise la place des retraité·es. Des dépu-té·es ont proposé des amendements (éventail très large, division dans la droite – que l'on n'a pas retrouvé au Sénat) sur le gel pension, les 10 %. Le Sénat concède de ne pas appliquer le gel des pensions

pour les petites pensions, inférieures à 1 400 € brut (inférieur au seuil de pauvreté), il ne revient pas sur l'indexation prévue ... nous devons continuer à avancer nos revendications.

La CGC, à l'inverse, constate un échec du 6 novembre. Elle considère pour laisser écrit « 6 novembre » dans nos écrits ont mis de côté FO et est responsable du départ de la CFTC. Des adhérents de la CGC sont partis de la CGC à cause du G9. Elle salue le travail de Solidaires sur les arguments.

La CGT rappelle, avec raison, que la décision du 6 a été prise ensemble, sous réserve pas qu'il n'y ait pas d'action confédérale. Les courriers avaient un contenu, il avait pour objectif d'insister sur le 6, qui devait être évoqué. On ne peut pas interdire à une personne de chanter l'internationale (ce qui montre qu'elle n'a pas compris les reproches sur l'hégémonie de la CGT).

La CNSA

La CNSA renouvelle le collège des personnes âgées. Nous ne faisons pas partie des 42 associations qui ont le droit de prétendre y siéger (dont CGT, CGC, FSU, FGR-FP, Ensemble & Solidaires) peuvent déclarer une personne pour prendre une place parmi 6 titulaires et 6 suppléants. Sur ces 42, 10 n'ont pas répondu, 32 ont désigné 27 titulaires, et aucune n'a proposé de suppléant.

La FSU approuve cette réflexion intéressante, elle est pour que les prochains G9 en discutent et réalisent un travail alimentant une parole dans le CNSA.

Décisions principales adoptées par les personnes présentes

Toutes les organisations constatent l'ampleur des attaques et de la virulence des propos visant les retraité·es. Nous ne connaissons pas encore les mesures que le gouvernement retiendra pour le PLF et le PLFSS, mais nous estimons très important de nous positionner sur quatre principes forts qui font consensus entre nous :

- L'universalité des droits et notre refus de droits accordés selon le revenu, car nous avons des exemples de droits universels, remplacés par des droits conditionnés par un faible revenu qui a baissé avec le temps.
- Une fiscalité plus juste pour les PLF et PLFSS.
- Les droits familiaux et conjugaux, remis sur la table avec la réunion du COR ce matin. Nous y avons déjà travaillé, et nous avions alors défendu le maintien des pensions de réversion.
- La place des retraité·es dans la société et l'âgisme, afin de contrer les propos contre les « boomers » qui opposent les séniors à la jeunesse.

Anne pilote cette expression.

Date de la prochaine réunion : nous demandons à FO de nous proposer quelques dates après fin janvier. Le lieu pourrait être la FGR-FP ou la FSU.

Éléments principaux des interventions

Gérard Gourguechon a réfléchi sur le G9, à l'occasion d'un travail demandé sur le G9. Le 6 novembre était faible mais a existé (alors que l'intersyndicale à 8 ne décide plus rien), il a permis des photos et des articles dans la presse lue par de nombreux lecteurs, il nous a fait connaître des RG, des députés et sénateurs, du gouvernement, qui ont vu que les retraités font chiés. Il a été vu aussi par les confs. Tout ceci est à l'actif du G9. Les confs craignent probablement que les retraité·es deviennent une entité autonome par rapport aux appareils confédéraux. En Espagne, le mouvement des retraites prend la forme d'initiatives importantes dans les communes, quels sont ses rapports avec les appareils syndicaux ? Les retraités forts aussi en Belgique. Les retraités gagnent en nombre et en poids électoral,

25 Doubs (Yveline Bahy) : l'UD CGT rencontre des problèmes internes, veut récupérer son groupe de retraité·es, est venue siéger au G9 sans retraité (une personne a accepté de venir au dernier moment),

disloque le G9. Il n'y avait que 4 orgas présentes, l'UD CGT fait tout pour ça ne fonctionne pas. Des retraités CGT étaient dans la manif sur invitation FSU et Solidaires.

94 Val-de-Marne (Carine Delhostal) vit la même chose, un changement dans la CGT. La FSU était moteur dans l'organisation des réunions G9 ce qui a irrité la CGT qui se met sur la touche. FO est compliquée. Le G9 vit au ralenti.

91 Essonne (Catherine Fayet) fait part de deux initiatives, un courrier aux parlementaires qui ont répondu, pas de rassemblement mais une audience à la préfecture la semaine dernière qui a exposé la situation locale des retraité·es. FO est présente dans toutes les initiatives.

94 Val-de-Marne (Philippe Barre) questionne sur la volonté des différentes organisations, car CGT puis FO se mettent de côté. On a connu le fort mouvement social au début de Macron avec l'augmentation de la CSG, on a connu depuis des mobilisations militantes. Mais sans le G9, les retraité·es pèseraient moins, le G9 est reconnu. Le poids des retraités augmente dans la société. Manif n'est plus l'expression des personnes âgées diminuées.

44 Loire-Atlantique (Marc Lerbey) constate la même évolution nationale que le national. La CGT est bien présente. Deux rassemblements de plusieurs centaines de personnes ont eu lieu dans le département, malgré une présence moindre sur les marchés. Le G9 fonctionne. Solidaires 44 a pris la parole, le 6, l'UD CGT devait venir.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) n'a pas de souci à Caen au G9 qui intègre même la CFDT. FO n'est pas venu pour suivre le national. Le 6 novembre, il n'y a eu qu'un rassemblement appelé assez tard, sans distributions sur les marchés, mais il a rassemblé autant de monde que d'habitude, ce sont des rassemblements se limitant aux militant·es. Une intersyndicale restreinte avec FGR a tiré le bilan du 6 novembre (c'est bien mais pas à la hauteur des enjeux) et a préparé le 2 décembre.

59 Nord (Michèle Béarez) informe que la CGT a été prise de court : pas de réunion, pas de tract. L'Unirs ta distribué un tract sur les marchés sous la pluie et a entendu « ça ne m'intéresse pas », la population se démobilise.

André Delcroix précise qu'il fallait le faire.

Didier Delinotte ajoute que des actifs CGT étaient dans la manif et appelaient au 2 décembre contre la désindustrialisation locale. On était minable le 2 décembre.

75 Paris (Geneviève Mérand) : il n'y pas eu de réunion pour Paris, mais nous avons diffusé sur les marchés, les tracts ont été bien accueillis, mais n'ont pas suffi à faire venir dans la rue (seulement un « mandat » pour porter les revendications, notamment l'inflation des prix et l'accès aux soins). Nous avons subi une agression verbale par un placier menaçant. Notre cortège du 6 novembre a été un peu différent pour se faire entendre. Nous avons ressenti un souci d'affirmer l'UDIRS avec la présence des responsables confédérales.

91 Essonne (Catherine Fayet) note que le 6 était la seule journée d'appel à mobiliser dans la période. Nous avons diffusé un tract confédéral de la CGT et Solidaires à rejoindre le 6. Nous avons lu une déclaration commune au CDCA.

Christian Mahieux revient sur l'appel sympathique de Solidaires à participer aux manifestations des retraités, qui n'a pas produit l'effet escompté. La CGT a vécu la même chose, mais a bénéficié d'un petit renfort. La CGT occupe 90 % du cortège. FO prend tous les prétextes pour une moindre présence dans le G9, mais la CGT a une responsabilité dans cette situation. L'intervention de Binet n'était pas bienvenue de cette façon, il était prévisible qu'elle produise un effet négatif sur FO et d'autres. Devons-nous en discuter franchement avec la CGT ? Il a manifesté à côté de la responsable de l'UCR-CGT et discuté un peu des relations difficiles en interne.

Toutes les mobilisations en Espagne continuent sur les retraités et les retraites, à l'initiative de collectifs

locaux de pensionnés ayant des relations avec les syndicats, avec l'appui d'une partie des organisations syndicales.

94 Val-de-Marne (Philippe Barre) : si les actifs étaient très mobilisés, les retraité·es apparaîtraient peu mobilisé·es, il faut tenir compte du climat social. Une discussion doit avoir lieu dans le G9 sur la place des confs, un appel d'une confédération avant que le G9 appelle, cela pose problème. Une campagne doit être menée sur le pouvoir d'achat, qui a un lien avec les soins. Les marchés sont déjà occupés par les élections municipales.

SUD-Rail (Anne Millant) : la CGT Paris nous a appris qu'elle avait fait 15 marchés, sans nous contacter. La présence des politiques a commencé sur les marchés. Nous allons les interpeller sur trois thèmes : accès aux soins, logement, mobilités et partage de l'espace public. Nous allons proposer ce texte à tous les départements. Elle approuve une rencontre avec la CGT. La SG de la CGT ne cache pas les problèmes internes avec les retraités.

Patrice note en synthèse :

- Nous décidons une rencontre à la CGT, Christian s'en charge.
- Nous proposons d'interpeller les listes aux municipales sur les problèmes locaux des retraité·es. Anne envoie le début de texte de Paris pour le faire enrichir.

Préparation de l'AG

Derniers préparatifs pour l'AG du lendemain, mercredi 10 décembre 2025 :

- Avant l'AG, des cavaliers de présentation des personnes seront à disposition : Carine et Geneviève.
- Liste des présent·es pour faire signer à l'entrée : Patrice.
- Viennoiseries et café : Anne a commandé à la boulangerie et installe la salle, la cafetière, une bouilloire...
- Achat des apéros dont le cassis, et des boissons dont les cubis de vins : Carine et Roland, prévoir un chariot
- Chacun·e apporte un récipient pour ne pas perdre la nourriture non utilisée.
- La visioconférence sera installée par Paris le matin (Anne a demandé).
- Enregistrement des entrées, faire signer et remise de la motion d'orientation (à imprimer) : Carine et Geneviève.
- Repas : couscous du restaurant proche (Gérard leur a demandé) qui apporte assiettes et couverts.
- Présidence de séance : nous proposerons Carine et Geneviève, qui seront vigilantes aux inscriptions des personnes en visio.

Déroulé de l'AG

Matin, désignation de la présidence de séance, puis :

Rapport sur les activités de l'UNIRS et des retraités et retraitées de Solidaires depuis l'AG du 28 janvier 2025 :

- Activité du C.A. et du secrétariat de l'UNIRS : Gérard
- Les actions et mobilisations engagées par l'UNIRS et par l'inter-organisation des neuf organisations : Patrice
- État des lieux de notre développement : Patrice
- International : Christian
- Discussion et débat sur nos activités, nos progressions, nos échecs, nos insuffisances, les améliorations à apporter, etc. (Intervention d'une personne au nom de chaque délégation présente à l'AG, pendant 3 minutes maxi. Le nombre d'inscrits incitera peut-être à limiter davantage le temps de parole). Il faut finir à 11 h 15
- Vote sur le Rapport d'activité.

Discussion, débat et vote sur la Motion d'orientation adressée le 13 octobre : Anne rappelle la procédure décidée par l'AG précédente avec une date butoir pour les amendements, ce qui se fait dans les autres structures.

Les motions d'actualité : Anne. Chaque structure la présente pendant 2 minutes maxi et elle est votée à mains levées dans la foulée.

Rapport de trésorerie, rapport de la commission de contrôle et vote sur le Rapport de trésorerie : Carine qui prévoit des questions sur les cotisations.

Modifications statutaires pour accepter les adhésions individuelles : Christian présente puis la salle vote.

De 12 h 30 à 14 h, pause déjeuner. Pour les personnes présentes physiquement, apéritif et buffet-repas pris sur place.

Après-midi :

Élection des membres du Conseil d'Administration de l'UNIRS : Patrice prépare la liste des candidat·es, Christian imprime.

Débat autour de la Sécurité sociale, avec Michèle Rault de la commission Protection sociale de l'Union syndicale Solidaires.

Intervention d'un ou d'une camarade du Secrétariat National de Solidaires sur l'actualité syndicale et sociale et sur l'actualité de Solidaires.

Propositions de dates pour les réunions de CA et l'AG 2026 :

Vendredi 6 février (salle 1)

Mardi 24 mars (salle 3)

Lundi 4 mai (salle 3)

Mardi 5 mai (grande salle)

Jeudi 18 juin (salle 1)

Lundi 21 septembre (salle 1)

Lundi 5 octobre (salle 1)

Jeudi 5 novembre (salle 1)

Lundi 7 décembre (salle 1)

Mardi 8 décembre (AG dans la grande salle)